

Le débat économique reste à mener

Entretien avec Guillaume Duval*

Alors que le débat politique sur le nucléaire fait rage depuis plus de trente ans, le débat économique n'a guère progressé. Il est pourtant essentiel d'avoir une idée plus précise des enjeux, notamment industriels. Et le développement de nouvelles filières demande à être considéré sérieusement, en s'interrogeant notamment sur les acteurs institutionnels capables de le stimuler.

Que pensez-vous de la qualité du débat économique sur la sortie du nucléaire ?

Il a toujours été difficile de traiter de cette question avec toute la rigueur souhaitable, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, on a longtemps déploré un monopole de l'information dont bénéficiaient les partisans du nucléaire : les gens qui tenaient les comptes étaient à la fois juges et partie. De plus, on se heurte à une difficulté intrinsèque : le nucléaire est une activité hautement capitalistique et les coûts sont en grande majorité des coûts dits indirects résultant d'imputations calculées en fonction d'hypothèses fragiles concernant la durée de vie des centrales... D'où une très grande facilité à manipuler les chiffres au gré des besoins et des intérêts.

On était un peu sorti de ces difficultés au moment du rapport Charpin-Dessus-Pellat de 2000, avec une approche pluraliste qui avait permis d'avancer dans la réflexion. Mais il me semble que depuis lors, on a peu progressé. La question du nucléaire avait été en particulier sortie du Grenelle de l'environnement, qui a précisément constitué une avancée dans la communication de l'information et dans l'instruction du débat public. En 2005-2006 une association comme négaWatt avait apporté des éléments intéressants avec un scénario de sortie conjointe du nucléaire et des fossiles. Mais depuis lors peu de travaux ont été effectués, alors que l'environnement économique a beaucoup évolué.

Une des raisons qui explique le peu d'intérêt notamment dans les milieux académiques à ce sujet, c'est que le nucléaire n'intéresse pas les acteurs privés : les risques restent tellement importants et les temps de retour sur investissement (éventuels) tellement longs que seuls des Etats peuvent envisager d'investir dans cette technologie. Et, dans un tel contexte, la question du calcul économique devient secondaire comme on l'a bien vu en France depuis 40 ans. Résultat ; il reste toujours d'énormes incertitudes sur certaines données comme le coût du démantèlement des centrales, celui de la gestion des déchets nucléaires, mais aussi sur l'évolution possible des technologies associées aux problèmes posés par les énergies renouvelables, comme le stockage de l'énergie électrique.

Néanmoins, après Fukushima le débat a été brutalement relancé. : l'association Global Chance travaille par exemple sur un nouveau scénario de sortie du nucléaire. Des scientifiques comme Alain Grandjean se sont livrés à d'intéressants exercices de prospective. Un autre élément joue d'ailleurs aussi dans le sens d'un déverrouillage de l'information avec la loi NOME qui change les règles du jeu dans la distribution d'électricité et l'oblige à vendre sa production à prix coûtant à ses concurrents. Du coup EDF a désormais un intérêt direct à expliquer que ce qu'on disait jusqu'ici sur les coûts de production était peut-être sous-estimé...

Peut-on faire le pari d'une réouverture du débat, qui verrait les pro-nucléaires adoucir leurs positions et symétriquement les anti-nucléaires s'engager sur des scénarios plus réalistes ?

* Guillaume Duval est rédacteur en chef du mensuel *Alternatives économiques*. Ingénieur de formation, il a travaillé pendant treize ans pour différentes multinationales avant de rejoindre la coopérative Alternatives économiques. Il a notamment publié *Le libéralisme n'a pas d'avenir* (La Découverte, 2003), *Sommes-nous des paresseux ? Et 30 autres questions sur la France et les Français* (Seuil, 2008) et *La France d'après. Rebondir après la crise* (Les Petits Matins, 2011).

Si l'on considère le champ politique, avec le cas d'Europe-Ecologie-Les Verts et du PS, on pourrait penser que la perspective d'une alliance va conduire à rapprocher les positions ; mais c'est loin d'être assuré. La situation française est particulièrement complexe en effet du fait du poids du nucléaire et de l'âge des centrales.

Si l'on oppose un refus absolu au renouvellement des centrales, on raisonne sur un scénario de sortie du nucléaire en à peu près vingt ans. Mais ce scénario serait extrêmement ambitieux : il obligerait à des investissements immédiats et massifs tant pour la production alternative que pour limiter drastiquement la demande d'électricité entraînant des changements substantiels dans les modes de vie. L'acceptabilité sociale de cette option, hors des mondes militants qui la défendent, risque d'être faible. Si on raisonne à quarante ou cinquante ans ce qui semblerait a priori plus réaliste en termes de coûts et d'acceptabilité sociale, cela suppose par contre de construire dans l'intervalle un certain nombre de centrales pour remplacer celles qui sont en fin de vie. Ce qui serait par contre probablement très difficile à accepter pour les écologistes...

L'hypothèse d'une sortie du nucléaire pourrait-elle s'inscrire dans les préoccupations en matière d'emploi et de redéveloppement de l'activité industrielle ? ?

Les possibilités de développement d'activités liées aux énergies renouvelables sont importantes, mais il serait dangereux de les surévaluer à court terme pour la France compte tenu de notre énorme retard en la matière. S'il s'agit juste de créer des usines-tournevis où l'on fait le montage final d'éoliennes ou de panneaux solaires conçus et fabriqués ailleurs, cela n'aura en effet qu'un impact limité. Les politiques publiques qui ont tenté récemment de développer ces filières ont beaucoup profité à d'autres, contribuant ainsi à creuser la balance commerciale...

Sur certaines filières cependant, les industriels français ont des positions importantes : l'isolation, par exemple, avec Saint-Gobain et d'autres. Par ailleurs la mise en œuvre des énergies renouvelables et plus encore des économies d'énergie offre quand même des gisements importants d'emplois artisanaux dans l'installation et la maintenance. Mais si l'on parle d'emploi industriel, d'ingénierie, de recherche et de développement, le retard pris sera très difficile à rattraper. Les entreprises françaises peuvent certes racheter des sociétés existantes comme Total avec le fabricant de panneaux solaires SunPower, mais dans cet exemple les emplois qualifiés resteront aux États-Unis. Le monde industriel français s'est en quelque sorte mis lui-même dans un corner.

Dans le cas d'EDF, c'est aussi une question de culture. EDF est certes devenu un acteur majeur de l'éolien, mais économiquement l'entreprise reste très dépendante du nucléaire et surtout les énergies renouvelables sont le plus souvent associées à des modèles de production décentralisés qui remettent en cause toute la culture Top down de l'entreprise nationale et plus généralement de l'Etatisme jacobin à la française. Si l'on cherche quels acteurs pourraient être à court ou moyen terme moteurs sur ces questions, ce seraient plutôt du côté des collectivités locales qu'il faudrait regarder, notamment via leur pouvoir sur les réseaux de distribution d'électricité dont elles sont théoriquement propriétaires...

Propos recueillis par Richard Robert